

Règlement

du 8 octobre 2007 (Etat le 26.04.2021)

relatif aux examens (RE-EXA)¹

Le Conseil de la Faculté de droit

Vu les articles 88 et 103 des Statuts du 4 novembre 2016 de l'Université de Fribourg;²

Vu les articles 8, 26 et 33 des Statuts du 20 juin 2001 de la Faculté de droit;

Vu l'art. 44 du Règlement du 28 juin 2006 des études de droit (RED);

Décide:

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I. Domaine d'application

Article premier

Le présent règlement d'exécution du Règlement du 28 juin 2006 des études de droit (RED) s'applique à l'ensemble des examens et des épreuves pour l'obtention du Bachelor of Law (B Law), du Master of Law (M Law) et du Master of Arts in Legal Studies (M A Legal Studies) qui se déroulent selon le RED.

II. Organisation des examens

Article 2

¹ L'organisation des examens incombe au Délégué ou à la Déléguée aux examens.

¹ Titre et abréviation modifiés selon décision du 17 décembre 2012, approuvée par le Rectorat le 5 mars 2013.

² Teneur selon décision du 12 novembre 2018, approuvée par le Rectorat le 16 décembre 2019.

Reglement

vom 8. Oktober 2007 (Stand am 26.04.2021)

über die Examen (AR-EXA)¹

Der Fakultätsrat der Rechtswissenschaftlichen Fakultät

Gestützt auf Art. 88 und 103 der Statuten vom 4. November 2016 der Universität Fribourg;²

gestützt auf Art. 8, 26 und 33 der Statuten vom 20. Juni 2001 der Rechtswissenschaftlichen Fakultät;

gestützt auf Art. 44 des Reglements vom 28. Juni 2006 über das Rechtsstudium (RRS);

beschliesst:

A. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

I. Geltungsbereich

Artikel 1

Das vorliegende Ausführungsreglement zum Reglement vom 28. Juni 2006 über das Rechtsstudium (RRS) ist auf alle Examen und Prüfungen für den Erwerb des Bachelor of Law (B Law), des Master of Law (M Law) und des Master of Arts in Legal Studies (M A Legal Studies) anwendbar, die gemäss dem RRS stattfinden.

II. Examensorganisation

Artikel 2

¹ Die Organisation der Examen obliegt dem oder der Examensdelegierten.

¹ Titel und Abkürzung geändert gemäss Entscheid vom 17. Dezember 2012, genehmigt durch das Rektorat am 5. März 2013.

² Fassung gemäss Entscheid vom 12. Nov. 2018, genehmigt durch das Rektorat am 16. Dez. 2019.

² Le ou la délégué-e aux examens règle, en accord avec les délégué-e-s aux relations internationales et aux programmes d'échange, les questions particulières en relation avec les étudiants et étudiantes en mobilité.¹

³ Le Délégué ou la Déléguée aux examens règle, en accord avec le Délégué ou la Déléguée aux relations internationales, les questions particulières en relation avec les étudiants et étudiantes de mobilité.

⁴ Le décanat établit le plan des examens, fixe les horaires des épreuves et publie le plan des épreuves en temps opportun.

III. Inscription, retrait et taxes

Article 3

¹ Chaque candidat et chaque candidate s'inscrit à l'examen, respectivement aux épreuves, auprès du décanat.

² Il ou elle démontre que les conditions d'admission aux épreuves prévues sont remplies et que les taxes d'examen fixées par le Délégué ou la Déléguée aux examens sont payées.

³ Lorsque le Délégué ou la Déléguée aux examens refuse l'accès à un examen à un étudiant ou à une étudiante, il ou elle lui communique cette décision par écrit et motivée.

Article 4

¹ Les inscriptions tardives et les inscriptions dont le paiement des taxes d'examen est hors délai ne sont pas prises en considération.

² Sont également considérées comme tardives les inscriptions incomplètes, dans la mesure où le candidat ou la candidate ne fournit pas les données manquantes dans l'un des délais fixé par le décanat.

² Der oder die Examensdelegierte regelt, in Absprache mit den Delegierten für Internationale Beziehungen und Austauschprogramme, spezielle Fragen, die sich im Zusammenhang mit den Mobilitätstudenten und -studentinnen stellen.¹

³ Der oder die Examensdelegierte regelt, in Absprache mit dem oder der Delegierten für Internationale Beziehungen, spezielle Fragen, die sich im Zusammenhang mit den Mobilitätsstudenten und -studentinnen stellen.

⁴ Das Dekanat erstellt den Prüfungsplan, legt die Prüfungszeiten fest und publiziert den Prüfungsplan rechtzeitig.

III. Einschreibung, Rückzug und Gebühren

Artikel 3

¹ Jeder Kandidat und jede Kandidatin meldet sich beim Dekanat zum Examen bzw. zu den Prüfungen an.

² Er oder sie weist nach, dass die Zulassungsbedingungen für die vorgesehenen Prüfungen erfüllt und die vom oder von der Examensdelegierten festgesetzten Prüfungsgebühren bezahlt sind.

³ Verweigert der oder die Examensdelegierte einem Kandidaten oder einer Kandidatin die Zulassung zum Examen, teilt er oder sie diesen Entscheid ihm oder ihr schriftlich und begründet mit.

Artikel 4

¹ Verspätete Einschreibungen und Einschreibungen ohne rechtzeitige Entrichtung der Prüfungsgebühr werden nicht berücksichtigt.

² Als verspätet gelten auch unvollständige Einschreibungen, sofern der Kandidat oder die Kandidatin nicht innerhalb einer vom Dekanat festgesetzten Frist die fehlenden Angaben beibringt.

¹ Teneur selon décision du 6 mai 2009, approuvée par le Rectorat le 1er décembre 2009.

¹ Fassung gemäss Entscheid vom 6. Mai 2009, genehmigt durch das Rektorat am 1. Dezember 2009.

Article 5

¹ Chaque candidat et chaque candidate peut retirer son inscription par écrit auprès du décanat dans le délai de paiement et/ou de retrait (retrait conforme au délai).

² Après l'échéance de ce délai, seul un retrait justifié (maladie grave, accident, décès d'un proche parent, etc.) vaut comme retrait conforme au délai.

³ Un retrait non conforme au délai compte comme un échec.

IV. Organisation des épreuves

Article 6

¹ Chaque épreuve peut être passée dans la langue dans laquelle le cours a été donné. L'utilisation d'une autre langue est autorisée lorsque l'examineur ou l'examinatrice y consent. Les dispositions du Règlement d'exécution du Règlement du 28 juin 2006 pour l'obtention du Bachelor of Law (B Law), du Master of Law (M Law), du Master of Arts in Legal Studies (M A Legal Studies) et du doctorat en droit relatif aux études de droit effectuées en français et en allemand du 2 novembre 2006 (RE-BIL) sont réservées.

² Le Délégué ou la Déléguée aux examens décide de la durée des épreuves en accord avec le Conseil des professeurs et des professeurs.

³ Lors de chaque épreuve le candidat ou la candidate est examiné-e par un-e ou plusieurs professeur-e-s désigné-e-s par le Délégué ou la Déléguée aux examens.

⁴ Le conseil des professeurs et des professeurs peut donner mandat au Délégué ou à la Déléguée aux examens d'engager en tant qu'examineurs ou examinatrices des chargé-e-s de cours, des privat-docent-e-s ou toute autre personne appropriée.

Artikel 5

¹ Jeder Kandidat und jede Kandidatin kann die Einschreibung mit schriftlicher Erklärung an das Dekanat innert der Zahlungs- und oder Rückzugsfrist zurückziehen (fristgerechter Rückzug).

² Nach Ablauf dieser Frist gilt nur noch ein gerechtfertigter Rückzug (schwere Krankheit, Unfall, Tod eines nahen Angehörigen, etc.) als fristgerecht.

³ Ein nicht fristgerechter Rückzug gilt als Misserfolg.

IV. Durchführung der Prüfungen

Artikel 6

¹ Jede Prüfung kann in der Sprache, in der das Fach gelesen wurde, abgelegt werden. Die Verwendung einer anderen Sprache ist erlaubt, wenn der Examinator oder die Examinatorin dem zustimmt. Die Bestimmungen des Ausführungsreglement zum Reglement vom 28. Juni 2006 für den Erwerb des Bachelor of Law (B Law), des Master of Law (M Law), des Master of Arts in Legal Studies (M A Legal Studies) und des Doktors der Rechtswissenschaften über den Abschluss des Rechtsstudiums in französischer und deutscher Sprache vom 2. November 2006 (AR-BIL) bleiben vorbehalten.

² Der oder die Examensdelegierte entscheidet in Absprache mit dem Professorinnen- und Professorenrat über die Dauer der Prüfungen.

³ Bei jeder Prüfung wird ein Kandidat oder eine Kandidatin durch eine(n) oder mehrere vom oder von der Examensdelegierten bezeichnete Professoren oder Professorinnen geprüft.

⁴ Der Professorinnen- und Professorenrat kann den Examensdelegierten oder die Examensdelegierte ermächtigen, Lehrbeauftragte, Privatdozenten oder Privatdozentinnen oder anderweitig geeignete Personen als Examinatoren oder Examinatorinnen einzusetzen.

Article 7

¹ Si, en raison de circonstances exceptionnelles, on doit envisager qu'il sera impossible d'organiser une ou plusieurs sessions d'examens en présentiel, le Conseil de Faculté peut, après avoir pris connaissance de la proposition du Délégué ou de la Déléguée aux examens, décider que la session ou les sessions concernées se déroulent à l'aide de moyens électroniques.

² Si le Conseil de Faculté décide d'utiliser des moyens électroniques au sens de l'alinéa 1, il fixe, après avoir pris connaissance de la proposition du Délégué ou la Déléguée aux examens, les dispositions relatives à l'utilisation des moyens électroniques nécessaires au bon déroulement des examens.

³ La décision conformément à l'alinéa 1 et les dispositions en découlant conformément à l'alinéa 2 sont communiquées avant le début de la période d'inscription. Le ou la Délégué-e aux examens peut modifier ultérieurement, pour motif important, cette décision.

⁴ Les étudiants et étudiantes qui s'inscrivent à une session d'examen sont responsables de la mise en œuvre et du maintien des conditions requises, telles que définies par les règles et modalités applicables à la session d'examen en question, pour le déroulement des examens à l'aide de moyens électroniques.

Article 7a

¹ Lorsque des examens écrits se déroulent à l'aide de moyens électroniques, et auxquels les étudiants et étudiantes participent à partir du lieu de leur choix via une connexion de données, un dispositif de transmission en direct d'une image vidéo (avec le son) des candidats et candidates peut en particulier être requis afin d'assurer la surveillance des examens (*Proctoring*). Ni son ni images ne sont enregistrés.

Artikel 7

¹ Ist aufgrund ausserordentlicher Umstände zu erwarten, dass es unmöglich wäre, eine Examenssession oder mehrere Sessionen in Präsenz durchzuführen, kann der Fakultätsrat nach Kenntnisnahme des Vorschlags des oder der Examensdelegierten beschliessen, die betreffende Session oder die betreffenden Sessionen mithilfe elektronischer Mittel durchzuführen.

² Entscheidet sich der Fakultätsrat für den Einsatz elektronischer Mittel im Sinn von Absatz 1, legt er nach Kenntnisnahme des Vorschlags der oder des Examensdelegierten die für eine ordnungsgemässe Durchführung der Examen erforderlichen Bestimmungen des Einsatzes elektronischer Mittel fest.

³ Der Entscheid nach Absatz 1 und sich daraus ergebende Bestimmungen nach Absatz 2 werden vor Beginn der Einschreibefrist bekanntgegeben. Aus wichtigem Grund kann die oder der Examensdelegierte diesen Entscheid zu einem späteren Zeitpunkt abändern.

⁴ Studierende, die sich für eine Examenssession einschreiben, sind für die Schaffung und Sicherstellung der Voraussetzungen der Durchführung der Examen mithilfe elektronischer Mittel verantwortlich, die sich in ihrem Bereich aus den für die jeweilige Examenssession geltenden Regeln und Modalitäten ergeben.

Artikel 7a

¹ Bei schriftlichen Examen, die mithilfe elektronischer Mittel durchgeführt werden und an denen sich die Kandidatinnen und Kandidaten von selbstgewählten Orten aus über eine Datenverbindung beteiligen, kann insbesondere ein Dispositiv zur Direktübertragung eines Videobilds (mit Ton) der Kandidatinnen und Kandidaten vorgeschrieben werden, um die Prüfungsaufsicht zu gewährleisten (*Proctoring*). Es findet keine Aufzeichnung von Bild oder Ton statt.

² Les examens oraux sont publics pour autant que cela ne perturbe pas le déroulement de l'examen. Les examens qui se déroulent à l'aide de moyens électroniques ne sont pas publics. Ni son ni images ne sont enregistrés.

³ Chaque examen oral se déroule en présence d'un-e assesseur-e désigné-e par le décanat. Il ou elle tient le compte-rendu du déroulement « externe » de l'examen.

² Mündliche Prüfungen sind öffentlich, soweit dadurch der Prüfungsablauf nicht gestört wird. Mündliche Prüfungen, die mithilfe elektronischer Mittel durchgeführt werden, sind nicht öffentlich. Es findet keine Aufzeichnung von Bild oder Ton statt.

³ Jede mündliche Prüfung findet in Anwesenheit einer vom Dekanat bestimmten bei-

V. Communication des résultats des examens et des épreuves

Article 8

¹ Le Doyen ou la Doyenne communique les notes des épreuves à chaque candidat et candidate.

² Une attestation écrite de la décision est remise et/ou est rendue accessible au candidat ou à la candidate.

VI. Fraude

Article 9

¹ Commet une fraude celui ou celle qui, en particulier:

- a) obtient l'inscription à une épreuve grâce à de fausses données;
- b) pendant l'épreuve écrite ou orale utilise ou tente d'utiliser des moyens non autorisés;
- c) pendant l'épreuve écrite ou orale accepte l'aide d'un tiers, aide d'autres candidats ou candidates, ou tente de tels actes.

² Au surplus, les art. 28 et 29 RED s'appliquent.

sitzenden Person statt. Diese führt ein Protokoll über den äusseren Ablauf der Prüfung.

V. Eröffnung der Examens- und Prüfungsergebnisse

Artikel 8

¹ Der Dekan oder die Dekanin eröffnet jedem Kandidaten und jeder Kandidatin die Prüfungsnoten.

² Dem Kandidaten oder der Kandidatin wird eine schriftliche Bescheinigung über den Entscheid ausgehändigt und/oder zugänglich gemacht.

VI. Prüfungsbetrug

Artikel 9

¹ Einen Prüfungsbetrug begeht namentlich, wer

- a) die Einschreibung zu einer Prüfung mit falschen Angaben erschleicht;
- b) während der schriftlichen oder mündlichen Prüfung nicht erlaubte Mittel verwendet oder zu verwenden versucht;
- c) während der schriftlichen oder mündlichen Prüfung die Hilfe Dritter in Anspruch nimmt, anderen Kandidaten oder Kandidatinnen hilft oder solche Handlungen versucht.

² Im Übrigen wird auf Art. 28 und 29 RRS verwiesen.

VII. Non présentation à ou retrait de la session

Article 10

¹ Lorsqu'un candidat ou une candidate ne se présente pas à la session d'examen et n'a pas retiré son inscription dans le délai et la forme prescrits, ou renonce à poursuivre une session d'examen entamée, la session d'examen est considérée comme un échec.

² Cette disposition ne s'applique pas lorsqu'un candidat ou une candidate a été empêché-e de se présenter pour un motif important (maladie grave, accident, mort d'un proche parent, etc.) et qu'il ou elle motive et justifie par écrit immédiatement l'absence ou le retrait auprès du Délégué ou de la Déléguée aux examens.

³ Les certificats médicaux sont soumis pour contrôle au médecin-conseil désigné par le Conseil de Faculté.

⁴ Le Délégué ou la Déléguée aux examens communique la décision par écrit au candidat ou à la candidate.

VIII. Consultation des épreuves

Article 11

¹ Un candidat ou une candidate qui a passé une épreuve écrite peut consulter son travail dans les trois semaines qui suivent la communication des résultats des examens ou des épreuves, dans la mesure où il ou elle en informe l'examineur ou l'examinatrice au moins trois jours à l'avance.

² Une épreuve ne peut être consultée par le candidat ou la candidate qu'en présence de l'examineur ou de l'examinatrice concerné-e.

³ Le candidat ou la candidate peut prendre des notes, par contre il ou elle ne peut pas emporter le travail.

VII. Nichterscheinen oder Prüfungsabbruch

Artikel 10

¹ Hat ein Kandidat oder eine Kandidatin eine Examenssession nicht angetreten, ohne die Einschreibung rechtzeitig und in der vorgeschriebenen Form zurückgezogen zu haben, oder verzichtet er oder sie auf die Fortsetzung einer begonnenen Examenssession, so gilt die Examenssession als nicht bestanden.

² Diese Bestimmung ist nicht anwendbar, wenn ein Kandidat oder eine Kandidatin aus einem wichtigen Grund am Erscheinen verhindert war (schwere Krankheit, Unfall, Tod eines nahen Angehörigen, etc.) und er oder sie unverzüglich dem oder der Examensdelegierten schriftlich die Abwesenheit oder den Rückzug begründet und rechtfertigt.

³ Ärztliche Zeugnisse werden einem durch den Fakultätsrat bestimmten Vertrauensarzt oder einer Vertrauensärztin zur Prüfung unterbreitet.

⁴ Der oder die Examensdelegierte eröffnet dem Kandidaten oder der Kandidatin den getroffenen Entscheid schriftlich.

VIII. Prüfungseinsicht

Artikel 11

¹ Innerhalb von drei Wochen nach Eröffnung der Examens- oder Prüfungsergebnisse kann ein Kandidat oder eine Kandidatin, welcher oder welche eine schriftliche Prüfung abgelegt hat, seine oder ihre Arbeit einsehen, sofern er oder sie den Examinatoren oder die Examinatorin davon mindestens drei Tage im Voraus in Kenntnis setzt.

² Eine Prüfung kann der Kandidat oder die Kandidatin nur in Anwesenheit des betreffenden Examinators oder der betreffenden Examinatorin einsehen.

³ Der Kandidat oder die Kandidatin kann Notizen machen, hingegen die Arbeit nicht mitnehmen.

IX. Abrogé

IX. Aufgehoben

Article 12

Abrogé

Artikel 12

Aufgehoben

B. EXAMENS ET ÉPREUVES DU PROGRAMME DE BACHELOR

B. EXAMEN UND PRÜFUNGEN IM BACHELORPROGRAMM

I. Sessions d'examens

I. Examenssessionen

Article 13

¹ Les sessions ordinaires des examens IUR I, IUR II et IUR III se déroulent au début et à la fin du semestre de printemps.²

² Les dates d'inscription ainsi que le début et la durée des sessions d'examen sont fixés par le Délégué ou la Déléguée aux examens.

Artikel 13

¹ Die ordentlichen Sessionen für die Examen IUR I, IUR II und IUR III finden jeweils am Anfang und am Ende des Frühjahrssemesters statt.²

² Einschreibungsdaten sowie Beginn und Dauer der Examenssessionen werden vom oder von der Examensdelegierten festgelegt.

Article 13a²

¹ Une session de rattrapage des examens IUR I, IUR II et IUR III est organisée au début du semestre d'automne.

² L'inscription à la session d'examens ordinaire de la fin du semestre de printemps précédent emporte l'inscription conditionnelle à la session de rattrapage.

³ La session de rattrapage n'est ouverte qu'aux candidats et aux candidates qui ont échoué lors de la session d'examens ordinaire de la fin du semestre de printemps précédent avec:

- a) une moyenne égale ou supérieure à 3,5 et
- b) un nombre de points manquants égal ou inférieur à 2,5.

Artikel 13a²

¹ Für die Examen IUR I, IUR II und IUR III wird jeweils zu Beginn des Herbstsemesters eine Nachholsession organisiert.

² Die Einschreibung für die ordentliche Session am Ende des Frühjahrssemesters beinhaltet jeweils auch die bedingte Einschreibung für die Nachholsession.

³ Zur Nachholsession sind lediglich Studenten und Studentinnen zugelassen, die das Examen der ordentlichen Session am Ende des Frühjahrssemesters nicht bestanden haben mit:

- a) einem Notendurchschnitt von 3,5 oder mehr, und
- b) 2,5 oder weniger als 2,5 Mangelpunkten.

¹ Teneur selon décision du 6 mai 2009, approuvée par le Rectorat le 1er décembre 2009 et modifiée selon décision du Rectorat du 16 décembre 2019.

² Teneur selon décision du 17 décembre 2012, approuvée par le Rectorat le 5 mars 2013.

¹ Fassung gemäss Entscheid vom 6. Mai 2009, genehmigt durch das Rektorat am 1. Dezember 2009 und geändert gemäss Beschluss des Rektorats vom 16. Dezember 2019.

² Fassung gemäss Entscheid vom 17. Dez. 2012, genehmigt durch das Rektorat am 5. März 2013.

⁴ La session de rattrapage est également ouverte aux candidats et aux candidates qui se sont retirés de la session d'examens de la fin du semestre de printemps précédent en faisant dûment valoir un motif important apte à justifier un retrait sans échec, au sens des art. 5 al. 2 et 10 al. 2 ci-dessus.

^{4 bis} Les candidats et candidates du double diplôme de bachelor Fribourg/Paris II qui suivent l'ordre Paris II – Fribourg, pour l'examen portant sur le cours *Droit international public / Droit européen* ou *Völkerrecht / Europarecht*, peuvent choisir de s'inscrire soit pour la session d'examens ordinaire de la fin du semestre de printemps, soit directement pour la session de rattrapage qui précède le début du semestre d'automne. Ceux et celles qui échouent à l'examen lors de la session d'examens de la fin du semestre de printemps peuvent se présenter à nouveau lors de la session de rattrapage.¹

⁵ Les candidats et les candidates admissibles valident leur inscription à la session de rattrapage en s'acquittant dans le délai de la taxe d'examen.

⁶ Le non-paiement ou le paiement tardif de la taxe d'examen rend caduque l'inscription à la session de rattrapage, sans préjudice sur le nombre d'essais des candidats ou des candidates admissibles.

Article 13b²

¹ Les examinateurs et les examinatrices peuvent donner aux épreuves de la session de rattrapage la forme d'un examen oral ou écrit, sans égard à la forme retenue pour leur branche aux sessions ordinaires du début et de la fin du semestre de printemps.

² Les examinateurs et les examinatrices annoncent la forme des examens de la session de rattrapage en même temps et

⁴ Zur Nachholsession sind auch Kandidaten und Kandidatinnen zugelassen, die sich von der ordentlichen Session am Ende des vorangehenden Frühjahrssemesters aus wichtigen und berechtigten Gründen i.S.v. Art. 5 Abs. 2 und 10 Abs. 2 zurückgezogen haben.

^{4bis} Kandidaten und Kandidatinnen des doppelten Bachelordiploms Freiburg/Paris II, welche die Studienreihenfolge Paris II – Freiburg gewählt haben, können sich für die Prüfung *Völkerrecht / Europarecht* oder *Droit international public / Droit européen* entweder für die ordentliche Session am Ende des Frühlingssemesters oder direkt für die vor Beginn des Herbstsemesters stattfindende Nachholsession einschreiben. Haben sie die Prüfung an der ordentlichen Session am Ende des Frühlingssemesters nicht bestanden, können sie sie an der Nachholsession wiederholen.¹

⁵ Die Einschreibung zur Nachholsession wird mit der fristgerechten Einzahlung der Prüfungsgebühren definitiv.

⁶ Wird die Prüfungsgebühr nicht oder nicht rechtzeitig entrichtet, verfällt die Einschreibung zur Nachholsession; die Anzahl der Examensversuche der betroffenen Kandidaten und Kandidatinnen bleibt davon unberührt.

Artikel 13b²

¹ Die Examinatoren und Examinatorinnen bestimmen die Form der Prüfungen der Nachholprüfung (mündliche oder schriftliche Prüfung). Sie sind dabei nicht an die Form der entsprechenden Prüfung in der ordentlichen Examenssession gebunden.

² Die Examinatoren und Examinatorinnen geben die Form der Prüfungen der Nachholsession gleichzeitig mit den

¹ Teneur selon décision du 5 mars 2018, approuvée par le Rectorat le 26 mars 2018.

² Teneur selon décision du 17 décembre 2012, approuvée par le Rectorat le 5 mars 2013.

¹ Fassung gemäss Entscheid vom 5. März 2018, genehmigt durch das Rekotrat am 26. März 2018.

² Fassung gemäss Entscheid vom 17. Dezember 2012, genehmigt durch das Rektorat am 5. März 2013.

selon les mêmes modalités que celle des sessions d'examens ordinaires.

Article 13c¹

¹ Les candidats et les candidates peuvent passer les épreuves de la session de rattrapage en allemand ou en français, sans égard à la langue choisie pour chaque branche lors de la session précédente.

² Les candidats et les candidates annoncent au décanat les éventuels changements de langue par écrit avant l'expiration du délai de paiement de la taxe d'examen.

II. Répétition des examens et épreuves

Article 14

¹ Celui ou celle qui échoue à un examen peut le répéter au plus tôt lors de la session d'examen suivante.

² Celui ou celle qui lors des examens IUR I, IUR II ou IUR III est dispensé-e selon l'art. 24 al. 1 RED de passer des épreuves peut cependant passer à nouveau l'épreuve lors de la répétition de l'examen. Dans ce cas, c'est la note obtenue lors du dernier essai qui est prise en compte.

³ Celui ou celle qui fait reconnaître des prestations selon l'art. 43 RED peut cependant passer à nouveau les épreuves lors de la répétition des examens IUR I, IUR II et IUR III. Dans ce cas la note obtenue lors du dernier essai compte

Art. 14a¹

Pour être dispensé-e de répéter une épreuve conformément à l'article 24 al. 1 du RED, l'étudiant ou l'étudiante doit:

- a) s'être présenté-e à tous les examens du bloc IUR I, IUR II ou IUR III,
- b) avoir vu cette session d'examens sanctionnée par un échec et

Informationen zu den Prüfungsmodalitäten der ordentlichen Examenssession bekannt.

Artikel 13c¹

¹ Die Kandidaten und Kandidatinnen können die Prüfungen der Nachholsession auf deutsch oder auf französisch ablegen, dies ungeachtet der Sprache, die sie für die jeweilige Prüfung in der ordentlichen Session gewählt haben.

² Die Kandidaten und Kandidatinnen haben einen allfälligen Wechsel der Prüfungssprache dem Dekanat schriftlich und innerhalb der für die Bezahlung der Examensgebühren bestehenden Zahlungsfrist bekanntzugeben.

II. Wiederholung von Examen und Prüfungen

Artikel 14

¹ Wer ein Examen nicht bestanden hat, kann es frühestens in der folgenden Examenssession wiederholen.

² Wer bei den Examen IUR I, IUR II oder IUR III gemäss Art. 24 Abs. 1 RRS von Prüfungen befreit ist, kann die Prüfung bei der Wiederholung des Examens gleichwohl nochmals ablegen. In diesem Fall gilt die beim letzten Versuch erreichte Note.

³ Wer sich Studienleistungen gemäss Art. 43 RRS anerkennen liess, kann die Prüfungen bei der Wiederholung der Examen IUR I, IUR II oder IUR III gleichwohl nochmals ablegen. In diesem Fall gilt die beim letzten Versuch erreichte Note.

Art. 14a¹

Eine Dispens von der Wiederholung einzelner Prüfungen gemäss Art. 24 Abs. 1 RRS, ist nur möglich wenn der Kandidat oder die Kandidatin:

- a) alle Prüfungen eines Examens (IUR I, IUR II oder IUR III) abgelegt,
- b) das Examen (IUR I, IUR II oder IUR III) nicht bestanden und

¹ Teneur selon décision du 10 novembre 2011, approuvée par le Rectorat le 20 décembre 2011.

¹ Fassung gemäss Entscheid vom 10. November 2011, genehmigt durch das Rektorat am 20. Dezember 2011.

c) ne pas avoir obtenu de note inférieure à 2,5 lors de la dite session.

c) in der betreffenden Examenssession keine Note unter 2.5 erzielt hat.

III. Jury

III. Jury

Article 15

Artikel 15

¹ Un jury est formé pour chaque examen IUR I, IUR II et IUR III. Il est composé des examinateurs et examinatrices qui ont examiné les candidats et candidates concernés dans une branche obligatoire.

¹ Für jedes Examen IUR I, II und III wird eine Jury gebildet. Sie besteht aus den Examinatoren und Examinatorinnen, welche den betreffenden Kandidaten oder die betreffende Kandidatin in einem Pflichtfach geprüft haben.

² Le Délégué ou la Déléguée aux examens désigne le ou la professeur-e qui préside le jury.

² Der oder die Examensdelegierte bezeichnet den Professor oder die Professorin der oder die den Vorsitz der Jury führt.

³ Le jury délibère à la fin d'une session d'examen; les membres du Conseil des professeurs et des professeures qui ont fait passer des examens sont tenus d'y participer. Celui ou celle qui est empêché-e d'y participer communique la note proposée au président ou à la présidente.

³ Die Jury tritt am Ende einer Examenssession zur Beratung zusammen; die Mitglieder des Professorinnen- und Professorenrats, welche Prüfungen abgenommen haben, sind gehalten, daran teilzunehmen. Wer an der Teilnahme verhindert ist, teilt dem Präsidenten oder der Präsidentin die vorgeschlagene Note mit.

⁴ Le jury décide pour chaque examen, si le candidat ou la candidate a réussi ou a échoué. À l'issue des délibérations, le jury fixe les notes définitives.

⁴ Die Jury entscheidet für jedes Examen, ob der Kandidat oder die Kandidatin bestanden hat oder nicht. Am Ende der Notenberatung legt die Jury die Noten fest.

C. EPREUVES DU PROGRAMME DE MASTER

C. PRÜFUNGEN IM MASTERPROGRAMM

I. Sessions d'examen

I. Examenssessionen

Article 16¹

Artikel 16¹

¹ Les sessions d'examen du programme de master se déroulent au début et à la fin du semestre de printemps. Pour les cours bloc l'épreuve est organisée selon l'art. 8 du Règlement d'exécution du Règlement du 28 juin 2006 des études de droit (RE-RED) pendant le cours par l'enseignant ou l'enseignante en accord avec le Délégué ou la Déléguée aux examens.²

¹ Examenssessionen im Masterprogramm finden am Anfang und am Ende des Frühjahrssemesters statt. Bei Blockkursen wird die Prüfung im Rahmen des Kurses durch den Dozenten oder die Dozentin gemäss Art. 8 des Ausführungsreglement zum Reglement vom 28. Juni 2006 über das Rechtsstudium (ARRS) in Absprache mit dem oder der Examensdelegierten durchgeführt.²

^{1bis} Les examens des cours bloc peuvent également se dérouler à l'aide de moyens électroniques sans qu'il existe de circonstances au sens de l'art. 7 al. 1 et, le cas échéant, tant en présentiel qu'à distance. L'enseignant ou l'enseignante responsable communique avant le début de la période d'inscription, après discussion avec le ou la Délégué-e aux examens, les dispositions particulières. Le Délégué ou la Déléguée aux examens peut, pour un motif important,

^{1bis} Examen von Blockkursen können auch ohne Vorliegen von Umständen nach Art. 7 Abs. 1 mithilfe von elektronischen Mitteln und in diesem Fall sowohl in Präsenz als auch über Distanz durchgeführt werden. Der verantwortliche Dozent oder die verantwortliche Dozentin gibt die besonderen Bestimmungen nach Absprache mit dem oder der Examensdelegierten vor Beginn der Einschreibefrist bekannt. Aus wichtigem Grund kann die oder der Examensdelegierte

modifier ultérieurement cette décision. Pour le reste, l'art. 7 al. 4 s'applique.

diesen Entscheid zu einem späteren Zeitpunkt abändern. Im Übrigen gilt Art. 7 Abs. 4.

² Les dates d'inscription ainsi que le début et la durée des sessions d'examen sont fixés par le Délégué ou la Déléguée aux examens.

² Einschreibungsdaten sowie Beginn und Dauer der Examenssessionen werden vom / von der Examensdelegierten festgelegt.

¹ Teneur selon décision du 17 décembre 2012, approuvée par le Rectorat le 5 mars 2013.

² Teneur selon décision du 6 mai 2009, approuvée par le Rectorat le 1er décembre 2009.

¹ Fassung gemäss Entscheid vom 17. Dezember 2012, genehmigt durch das Rektorat am 5. März 2013.

² Fassung gemäss Entscheid vom 6. Mai 2009, genehmigt durch das Rektorat am 1. Dezember 2009.

II. Inscription

Article 17¹

Pour les cours bloc, l'inscription au cours compte comme inscription à l'épreuve. De plus, l'art. 3 s'applique.

III. Répétition d'épreuves

Article 18¹

Celui ou celle qui a échoué à une épreuve selon l'art. 9 RE-RED peut la répéter au plus tôt lors de la session d'examen suivante. L'art. 8 al. 6 RE-RED s'applique pour les cours bloc.

D. DISPOSITIONS FINALES

Article 19

¹ L'organisation des examens entre en vigueur avec le Règlement du 28 juin 2006 des études de droit (RED) et s'applique rétroactivement à partir du début de l'année académique 2007/2008.

² L'entrée en vigueur de la présente organisation des examens abroge l'Organisation des examens pour la licence en droit du 20 juin 1995 (y compris les modifications apportées depuis).

³ Abrogé

II. Einschreibung

Artikel 17¹

Bei Blockkursen gilt die Kurseinschreibung als Prüfungsanmeldung. Im Übrigen gilt Art. 3.

III. Wiederholung von Prüfungen

Artikel 18¹

Wer eine Prüfung gem. Art. 9 AR-RRS nicht bestanden hat, kann diese frühestens in der folgenden Examenssession wiederholen. Bei Blockkursen gilt Art. 8 Abs. 6 AR-RRS.

D. SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 19

¹ Diese Examensorganisation tritt zusammen mit dem Reglement vom 28. Juni 2006 über das Rechtsstudium (RRS), und gilt rückwirkend ab Beginn des Studienjahres 2007/08.

² Mit dem Inkrafttreten der vorliegenden Examensorganisation wird die Prüfungsorganisation für das Lizentiat der Rechte vom 20. Juni 1995 (mit seitherigen Änderungen) aufgehoben.

³ Aufgehoben

¹ Teneur selon décision du 17 décembre 2012, approuvée par le Rectorat le 5 mars 2013.

¹ Fassung gemäss Entscheid vom 17. Dezember 2012, genehmigt durch das Rectorat am 5. März 2013.

Approuvé par le Rectorat de l'Université de
Fribourg le 18 décembre 2007.

Genehmigt durch das Rektorat der Universität
Freiburg am 18. Dezember 2007.

Modifications du règlement depuis le 26 avril 2021 / Reglementsänderungen ab dem 26. April 2021

Article/ Artikel	Décision/Beschluss Fakultätsrat	Type de modification/Änderungsart	Genehmigung Rektorat	Entrée en vigueur/ Inkrafttreten
Art. 6 ³ (deutsche Fassung)	26.04.2021	Modifié / geändert		
Art. 7 ^{1, 2, 3}	26.04.2021	Modifié / geändert		
Art. 7a ^{1,2}	26.04.2021	Modifié / geändert		
V. Titel (deutsche Fassung)	26.04.2021	Modifié / geändert		
Art. 9 ¹ lit. b	26.04.2021	Modifié / geändert		
IX. Titel	26.04.2021	Abrogé / aufgehoben		
Art. 12	26.04.2021	Abrogé / aufgehoben		
Art. 16 ^{1bis}	26.04.2021	Modifié / geändert		
Art. 19 ³	26.04.2021	Abrogé / aufgehoben		